



SOCIAL AUTHENTIQUE ACTIF

POUR LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

Votre parti est-il prêt à :		si OUI, comment ?	si NON, pourquoi ?
Développer une nouvelle politique agricole et alimentaire commune basée sur la transition agro-écologique et l'alimentation solidaire, répondant en priorité à la demande européenne en éliminant les excédents et déficits structurels, et mettant fin à toute forme de dumping vis-à-vis des pays en développement.	UE	OUI. Nous voulons réformer en profondeur la politique agricole commune européenne. Dans tous les traités et règlement internationaux, nous faisons valoir l'exception agricole et alimentaire. Nous faisons respecter les mêmes normes environnementales, sanitaires, sociales et de bien-être animal qu'ici. Nous refusons toute réduction des budgets de la Politique agricole commune (PAC) et toute « nationalisation » de la politique agricole commune. Nous travaillons à une réforme de la PAC en fonction d'un modèle agricole et alimentaire sain, durable, socialement juste et sans impact négatif sur les droits humains. Pour aider les agriculteurs, la nouvelle PAC prend en compte l'activité agricole réelle, l'emploi, les services rendus à la société, la transition vers les pratiques agroécologiques et biologiques... Elle soutient davantage les petites exploitations. La nouvelle PAC régule les marchés des principaux produits agricoles en se référant à la demande intérieure et en respectant les spécificités de chaque pays et région. La nouvelle PAC garantit des revenus corrects pour les producteurs. Les mécanismes utiles aux agriculteurs comme la garantie et le stockage publics sont réinstaurés. La spéculation sur les productions agricoles et les produits alimentaires est interdite et sévèrement réprimée. Nous mettrons fin à toute forme de dumping vis-à-vis des pays en développement.	
Consacrer au moins 15% du budget de la Coopération à la réalisation du droit à l'alimentation et la recentrer sur le soutien aux systèmes alimentaires durables, basés sur l'agriculture familiale et les pratiques agro-écologiques, en priorisant les micros, petites et moyennes entreprises locales et les entreprises de l'économie sociale et solidaire.	BE	OUI, comme le recommande la coalition contre la faim. L'agriculture fait partie de nos 3 priorités pour la coopération au développement. (avec les soins de santé et l'éducation).	
Recentrer la coopération au développement sur le soutien aux systèmes alimentaires durables, basés sur l'agriculture familiale et les pratiques agro-écologiques, en priorisant les micros, petites et moyennes entreprises locales et les entreprises de l'économie sociale et solidaire.	BE	OUI, comme le recommande la coalition contre la faim.	
Inclure une exception agricole dans les accords de commerce international, afin de garantir la souveraineté alimentaire dans l'UE et les pays tiers.	UE	OUI. Dans tous les traités et règlement internationaux, nous faisons valoir l'exception agricole et alimentaire. Nous faisons respecter les mêmes normes environnementales, sanitaires, sociales et de bien-être animal qu'ici.	
Interdire dès 2020 l'utilisation d'agrocarburants de première génération.	UE	OUI. Nous nous opposons aux agrocarburants non durables, issus de la production de cultures agricoles. Ils ne résolvent en rien le problème de mobilité et du climat et accaparent des terres cultivables. Le premier objectif de toute politique agricole doit être l'accès garanti à la nourriture, quantitativement et qualitativement. La production agricole doit être basée sur les besoins réels et ne pas servir à réaliser les bénéfices du monde des affaires ou de l'industrie agro-alimentaire.	
Mettre en place des conseils de politiques alimentaires locaux en vue d'améliorer les systèmes agroalimentaires à l'échelle territoriale (soit au niveau communal, intercommunal ou provincial).	WB	OUI. Nous soutenons la commercialisation en circuit court, c'est à dire sortant du circuit de commercialisation conventionnel (agro-industrie et grande distribution). Nous soutenons les initiatives citoyennes qui renforcent les liens avec le monde agricole. Nous soutenons la création de ceintures alimentaires autour des villes en y soutenant les agriculteurs et les investissements de projets en circuits courts. Nous développons l'agriculture urbaine liée à la terre, entre autres en encourageant les potagers collectifs. Nous créons des marchés de gros régionaux et intercommunaux qui s'approvisionnent auprès des producteurs locaux à des prix rémunérateurs (à l'exemple des marchés d'intérêt national en France).	